

## Danemark : renforcement des pouvoirs de la police en vue des manifestations à Copenhague (04/12/09)

Le 26 novembre dernier, le parlement danois, largement dominé par la droite, a adopté avec le soutien du parti d'extrême droite « Peuple Danois » une nouvelle loi qui élargit les pouvoirs de la police dans le cadre des manifestations, notamment en matière d'arrestation préventive, et qui renforce la criminalisation des actions de désobéissance civile.

Le gouvernement entend instaurer des sanctions suffisamment dissuasives pour éviter tout « débordement » pendant le sommet de Copenhague sur le changement climatique. Il s'agit de faire peur pour décourager les manifestants [1]. Ainsi, la police danoise pourra dorénavant arrêter les manifestants pendant une durée de douze heures (six précédemment) si elle soupçonne une intention d'enfreindre la loi. Ainsi, le simple fait de se rendre en autocar à une manifestation à Copenhague ou d'y être présent sera possible d'arrestation « préventive »...

La garde à vue est portée à 24 heures pour les Danois, et à 72 heures pour les manifestants étrangers. Au-delà de celle-ci, si elle estime qu'un manifestant a voulu nuire à son action, la police pourra, sur simple décision d'un procureur, les emprisonner pendant 40 jours. Quant aux actions de désobéissance civile, elles seront punies d'une amende de 403 euros voire de 603 euros si la police juge qu'il y a eu rébellion lors de l'arrestation. En outre, « la police n'aura pas l'obligation de notifier aux personnes arrêtées ni le motif ou le soupçon à la base de leur arrestation, ni leurs droits – comme la possibilité de voir un avocat afin de contester par la suite cette arrestation – ce qui constitue une atteinte grave aux droits élémentaires » (Björn Elmquist, avocat, in *Basta!*, 02/12/09).

Au-delà des manifestations organisées en marge du sommet sur le réchauffement climatique, l'adoption hâtive de cette loi liberticide permet évidemment de renforcer les moyens de répression contre les mouvements sociaux. En attendant, à l'heure où la catastrophe écologique et humaine en cours est censée être devenue la priorité de nos dirigeants, à l'heure où l'on nous répète que l'écologie, c'est notre problème à tous, il est à craindre que les citoyens désireux d'influencer les débats en exerçant leur droit à l'opinion et à l'expression auront droit à un accueil brutal...

C'est beau le monde libre.

## Pays-Bas / Nigéria : des Nigérians vont en justice contre Shell (04/12/09)

La transnationale pétrolière anglo-néerlandaise Shell et sa filiale nigériane ont comparu jeudi devant un tribunal civil des Pays-Bas. Des paysans nigérians et une association écologiste veulent obtenir réparation pour la pollution engendrée par un oléoduc.

Nous avions déjà évoqué dans [un précédent article](#) la vision bien particulière de Shell quant aux Droits de l'Homme ainsi qu'à l'écologie : pollution, suspicitions d'assassinats d'opposants politiques, etc.

Shell se défend des accusations par le fait que la fuite est due à un « sabotage ». Si cela est avéré cela montre aussi que la compagnie n'est pas des plus appréciées au Nigéria. La pollution que l'extraction du pétrole génère est vivement contestée, lors même que le pays est souvent à court de carburant et que les revenus de l'or noir sont inéquitablement répartis (lire cette [notice wikipédia](#)).

A noter encore : la filiale de Shell Petroleum Development Company of Nigeria, ne pourrait être jugée aux Pays-Bas et Shell ne serait donc pas responsable des activités de sa filiale, selon la compagnie. Ben voyons. Si tu donnes un poisson à un homme il mangera un jour. Si tu lui apprends à le noyer, il sera richissime.

## Belgique : En Flandre, 60 familles perdent chaque jour leur logement (30/11/09)

Chaque jour, 60 familles ne peuvent plus payer leur loyer et perdent leur logement en Flandre. Ce chiffre est le double de celui de l'an passé.

En 2008, 10 780 familles ont été expulsées, estime l'Union des villes et communes de Flandre (VVSG). Mais pour « les neuf premiers mois de l'année, les propriétaires ont lancé deux fois plus de procédures pour non-paiement qu'en 2008 », selon le Syndicat national des propriétaires. Les expulsions se produisent surtout dans les grandes villes. A Gand, deux familles sont expulsées chaque jour.



[www.lejim.info](http://www.lejim.info)

Ceci est une sortie papier bricolée du Journal Indépendant et Militant. Spécialement destinée au train militant vers Copenhague, cet exemplaire a pour objectif de montrer un peu à quoi ressemble JIM, journal actuellement disponible sur la toile. Différents articles sur des thèmes variés ont été sélectionnés. Ce numéro spécial comporte quatre versions différentes avec chaque fois un article à lire, éventuellement complété de brèves. Echangez-les-vous.

Bonne lecture (vous avez 12 heures).

*Ultime remarque : ces articles ayant été initialement publiés sur internet, plusieurs sources ont été mentionnées par des liens hypertextes, que vous ne pourrez pas retrouver ici*

## Profession : nettoyeuse

Publié le dimanche 15 novembre 2009, écrit par Gérard Craan

Les couloirs du métro lavés à grande eau, les bureaux de Dexia aspirés, les chambres du Parlement bruxellois désinfectées, des écoles, des lieux de travail, des maisons de retraites, tous balayés et astiqués. Par qui ?

Avec la crise économique, pas l'actuelle mais celle des années '80, entreprises et pouvoirs publics ont réduit les coûts, les frais, les dépenses. Ils ont consolidé, restructuré, réorganisé, synergisé, dégraissé, comprimé, adapté, réformé, recentré, réajusté. Bref : ils ont licencié en masse. Cantines, gardiennage, entretien, nettoyage, tous ces services qui permettent à l'entreprise de fonctionner ont été, comme on dit, sous-traités. Dans les services publics, le phénomène est identique. Des deux côtés, on s'est rendu compte qu'il était avantageux de négocier un contrat de prestations avec une entreprise tierce : le personnel est divisé entre différentes rémunérations et conditions de travail, il est aisément de faire jouer la concurrence entre les entreprises sous-traitées, lesquelles répercuteront sur leur personnel les économies qu'elles font faire à leurs clients.

Parmi les travaux de sous-traitance les plus répandus figure le nettoyage. Une multitude d'entreprises réalisent cette activité en Belgique, en particulier à Bruxelles. Leur taille varie de quelques personnes à plusieurs milliers. [Celle qui s'occupe de mon immeuble](#) emploie 120 collaborateurs (*sic*). ISS, entreprise mondiale, compte pour sa part [12.000 personnes en Belgique](#) [1].

*Le secteur du nettoyage est en première ligne lorsqu'une entreprise veut faire des économies souligne Dominique Fer-*

vaille, permanente FGTB à Bruxelles en charge du secteur [2]. C'est par exemple le cas à l'usine Cytec [3], à Drogenbos, où la société GOM est en charge du nettoyage. En 2001, explique la permanente, *environ 20 travailleurs du nettoyage sont actifs sur le site. Ils travaillent en journée. Suite à la restructuration de Cytec en 2004, le nombre de travailleurs diminue progressivement et ils passent à un système d'horaires courts : très tôt le matin, tard le soir. Avec toutes les conséquences sur la vie familiale de ces travailleurs, la charge de stress, les frais de déplacements supplémentaires* [4]. En 2008, poursuit Dominique Fervaille, *le dernier contrat de prestations que GOM a accepté pour ce site comprenait l'emploi de... 6 travailleurs mi-temps. On fera appel à un groupe d'experts extérieurs qui jugera la tâche de nettoyage très difficile à réaliser avec aussi peu d'effectifs. Il faudra finalement une grève des nettoyeurs soutenue par les travailleurs de l'usine pour que plus d'heures de travail soient consacrées à cette tâche. Mais GOM juge que le nettoyage de 500m<sup>2</sup> d'usine... à l'heure et par travailleur* [5] *est faisable. Malgré l'unité syndicale, GOM reviendra à la charge pour diminuer encore le nombre d'heures de travail. La sous-traitance complique grandement le travail syndical. La négociation directe, avec le client donc, est impossible. Or, les conditions de travail dans le nettoyage sont intimement liées à la qualité du contrat. Si on ne regarde que le prix, les problèmes surgiront souvent. Les sociétés de nettoyage partagent cette responsabilité* [avec les sociétés sous-

traitantes]. Et nombre de sociétés et d'institutions n'ont aucun égard pour les conditions de travail. Le Parlement Bruxellois, la Commission Communautaire française sont nettoyés par *les pires du secteur*, conclut Dominique Fervaille.

Un autre exemple de pression sur les travailleurs du nettoyage vient d'une société qui a pignon sur rue. Place Rogier à Bruxelles, pour être exact. Des travailleuses se plaignent de leurs conditions de travail chez Dexia banque et disent ne plus arriver à suivre. Arrivant le soir sur site, elles ne font que croiser le personnel administratif.

Voulant se rendre sur place, les délégués syndicaux d'ISS, la firme qui a décroché le contrat [6], se voient interdits d'accès. Or, les travailleurs du nettoyage ont pour mission de travailler sur des chantiers et ne sont que rarement au siège de l'entreprise. Afin de mieux percevoir la réalité du terrain, les visites de chantier sont nécessaires.

Ismail Gökbürun, délégué syndical à ISS, dénonce l'argument de sécurité avancé par

Le projet de JIM vous intéresse, vous aimeriez rejoindre son équipe en tant que membre actif/ve, rédacteur/trice occasionnel(le), photographe ou vidéaste ?

Vous avez un projet d'article ?

JIM organise tous les trois mois environ une soirée de présentation du projet, afin de discuter autour d'un petit verre de nos motivations, ambitions et questionnements. L'occasion d'échanger des idées, de les confronter dans la bonne humeur et aussi de faire connaissance.

Actuellement, tou(te)s les membres de JIM sont en Belgique, mais l'équipe a vocation à s'agrandir et, idéalement, à s'internationaliser. Nous vivons à l'ère merveilleuse d'internet, toute contribution internationale est donc possible et même bienvenue.

**Pour rejoindre l'équipe, contactez-nous via le site [www.lejim.info](http://www.lejim.info) ou par mail [contact@lejim.info](mailto:contact@lejim.info)**



la direction de la banque pour refuser l'entrée à la Tour Dexia. En fin de compte, une visite planifiée sera acceptée.

*Je me rends sur place avec un formateur et une inspectrice raconte Ismail Gökbürun. Le client [comprendre un représentant de Dexia] est également présent. Le formateur, explique-t-il, est une personne qui regarde si le travail est effectué correctement et qui lors de cette inspection, chronomètre le temps de travail de l'ouvrière. L'inspecteur s'occupe en règle générale des commandes de produits, de la comptabilisation des heures et des contrôles. Je sentais qu'il y avait quelque chose de louche. La fille était mal à l'aise et en nage. Je lui expliquais que cela ne servait à rien de courir. Elle a finalement terminé son travail plus tôt. Ce n'était pas normal. Soit c'était un jour où il y a avait moins de gens dans le bâtiment, soit on lui a préparé le nettoyage pour qu'elle ait moins à faire.* Suite à ce contrôle très étrange, Ismail a poursuivi ses investigations. D'origine turque, il parle la langue des travailleuses. Parmi celles-ci, une lui a confié « ne pas voir de lumière pour l'avenir ». Mère de quatre enfants, elle est stressée et souffre

du dos [7]. Les quelques [8] employés qu'elle croise



ne lui disent jamais bonjour et se fichent en fait des femmes de ménage. Plus généralement, les filles m'ont dit que si elles se plaignaient leur contrat n'était pas renouvelé et qu'elles avaient peur d'aller au syndicat. Elles m'ont expliqué qu'elles avaient beaucoup de travail et donc qu'elles rentraient plus tôt. En fait, les filles arrivaient avant l'heure sans être payées [2]. On nommera cela comme on veut. Mais être contraint au travail sans être payé, pour la permanente FGTB, cela s'appelle de l'esclavage. Mis en œuvre par le propriétaire d'ISS, Goldman Sachs [10], s'énerve-t-elle. ISS fait des bénéfices sur ses chantiers, pour pouvoir investir en bourse avec les conséquences que l'on sait. Sans compter que les économies réalisées par Dexia via la sous-traitance lui donnent également une marge plus importante qu'elle investira aussi en bourse. Suite à l'action des travailleurs, Dexia a néanmoins revu ses exigences à la baisse. Mais jusqu'à quand le groupe bancaire se permettra d'avoir un peu moins de possibilités de spéculer ?

Les conditions de travail et de salaire dans le secteur du nettoyage interpellent : retard de paiement du salaire, horaires coupés et exigence de flexibilité, travail sur chantier et isolement. En découlent du stress, un mal-être, des problèmes de santé. Bref, une exploitation. La situation des ces travailleurs touche le fond à tel point que les syndicats évoquent le nettoyage dans le cadre du « travail décent » [11].

**Gérard Craan**

## Notes

[1] Selon, son site internet, ISS est présente dans 50 pays et compte 470.000 travailleurs.

[2] C'est une des centrales professionnelles de la FGTB qui est en charge du secteur du nettoyage : La Centrale générale FGTB. Côté chrétien, il s'agit de la CSC Alimentation et Services.

[3] L'usine Cytec, qui appartenait jusqu'en 2007 au groupe UCB sous le nom de UCB Surface Specialities, fabrique des peintures spécialisées et est classée Seveso est une entreprise qui a fait face à plusieurs restructurations ces dernières années. En 2004 et en 2008.

[4] L'usine Cytec est située dans un zoning

[5] C'est un des principaux critères de productivité utilisés par les entreprises dans ce secteur : le nombre de m<sup>2</sup> nettoyés par heure.

[6] soit plus de 110.000m<sup>2</sup> à nettoyer pour la tour (Source : [wikipedia](#)) ainsi que 700 agences du pays.

[7] Le mal de dos n'est que rarement reconnu comme maladie professionnelle.

[8] Le nettoyage chez Dexia ne se fait pas durant les horaires de bureau

[9] Puisque le contrat entre entreprise sous-traitée et client implique un certain nombre d'heures à prêter.

[10] Banque d'investissement américaine, grand acteur spéculatif

[11] Lire entre autres cet interview du responsable national du secteur du nettoyage pour la FGTB (pdf) ou cet article de la CSC Charleroi, vaste campagne dont on